

Haro sur ... les chômeurs !

Ce dimanche, Emmanuel Macron a « tenu le crachoir » – pour employer le prétendu langage « populaire » revendiqué par le président – durant plus d'une heure sur TF1. Il assume tout : ordonnances, hausse de la CSG, baisse de l'aide au logement, suppression de l'impôt sur la fortune. Et aussi son mépris pour les travailleurs, pour ceux qui ne sont pas de son monde et qu'il appelle les « fainéants », « ceux qui ne sont rien », ou, quand ils se battent, ceux qui « foutent le bordel ».

S'en prendre au chômage... ou aux chômeurs ?

Comme pour les ordonnances sur la loi Travail, Macron ouvre des discussions avec le patronat et les directions syndicales – qui s'y prêtent bien d'ailleurs –, pour imposer le projet gouvernemental, qui, comme par hasard, coïncidera avec les demandes du patronat. Les ordonnances Macron vont fabriquer des milliers de nouveaux chômeurs. Le gouvernement s'apprête donc à réduire les droits de ces derniers.

Le programme de Macron annonçait la couleur, promettant de couper l'indemnité aux chômeurs dont la recherche d'emploi ne serait pas jugée assez « intense » par Pôle emploi. Tous les gouvernements, depuis 35 ans, l'ont fait : sous prétexte de s'en prendre au chômage, on s'en prend aux chômeurs, en réduisant le montant, la durée ou l'accès à l'indemnisation. Pendant ce temps-là, le nombre de chômeurs a grimpé à plus de 6,5 millions.

Une vieille rengaine

C'est le retour des vieux discours sur ceux qui « abusent du système » tout en bas de l'échelle sociale. Un discours fabriqué par ceux qui, justement, profitent du système tout en haut de la société.

Le chômage de masse n'est pas combattu mais, au contraire, favorisé par le gouvernement et le patronat, ne serait-ce qu'en facilitant les licenciements ou l'augmentation de la durée du travail. Il leur permet de mettre les travailleurs en concurrence, de faire peur à tous ceux qui ont encore un emploi, d'alimenter un discours qui divise ceux qui ont un emploi et ceux qui en sont privés.

En plus d'avoir fait grimper le chômage, ils voudraient que les chômeurs crèvent la bouche ouverte sans coûter trop cher. Car le chômage, comme le travail, tue, que ce soit par les maladies ou carrément le suicide. Récemment encore, un travailleur licencié de Goodyear à Amiens s'est

suicidé, le seizième depuis la fermeture de l'usine en 2014. La voilà, la réalité de leurs décisions : des vies broyées.

Il est temps de se révolter

Le chômage n'est pas une fatalité. Des mesures simples permettraient d'y mettre fin. L'interdiction des licenciements, pour arrêter la machine à fabriquer des chômeurs. Le partage du temps de travail entre tous, sans perte de salaire, car il n'y a pas de raison que certains s'échinent au travail pendant que d'autres se morfondent au chômage. Mais ces mesures toucheraient directement au portefeuille les capitalistes alors que le chômage de masse leur permet en pesant sur les salaires et les conditions de travail de continuer à amasser des profits colossaux!

Depuis son élection, Macron use de toutes les ficelles de la division : retraités contre actifs sur la CSG, public contre privé, et maintenant ceux qui ont un emploi contre ceux qui n'en ont pas.

À nous de lui montrer que nous ne tombons pas dans le panneau en saisissant toutes les occasions de montrer notre colère et de préparer la riposte. Le 19 en est une de plus, il faut s'en saisir!

Jeudi 19 octobre 2017, manifestation à 10h30, carrefour Tourny à Limoges

fête anticapitaliste avec le NPA 87 - à Limoges

samedi 18 novembre

salle Détaille (quartier La Bastide) 8 rue E Détaille - près antenne mairie et A20 - bus 6

- dès 17h: expos, discussions
- 18h Philippe POUTOU débat
- restauration couscous buvette
- 21h Jacki Feydi I'm a band (entrée libre)

Droit de cuissage au XXIe siècle

De nombreuses actrices accusent Weinstein, un producteur de Los Angeles, de harcèlement sexuel allant jusqu'au viol pour cinq d'entre elles. Les victimes sont des actrices connues, des stars. Et elles se sont tues... Que dire alors de toutes celles qui n'ont pas leur notoriété? Car ces actes odieux ne se limitent pas au monde du cinéma.

Dans bien des entreprises il existe des chefs qui profitent de leur position pour exercer ces insupportables pressions sur des femmes. En France, une enquête commandée par le « secrétariat d'État en charge de l'égalité entre les femmes et les hommes » stipule qu'une femme sur sept a connu une situation de harcèlement sexuel durant sa vie professionnelle. Seulement 5 % des cas sont portés devant les tribunaux, car en plus, rien n'est simple pour les femmes confrontées aux prédateurs d'aller en justice.

Madrange : ça sent le Macron !

Fini les rounds d'observation, le branle bas de combat a été donné à Madrange, par la Cooperl qui, forte de la loi El Khomry et des ordonnances Macron, veut « mettre au même niveau l'ensemble de ses travailleurs ». Et naturellement, les propositions ne sont qu'un nivellement par le bas. Tout doit être bouclé pour janvier 2018, et si l'ensemble des « propositions » de la direction ne sont pas encore sur la table, celles qui portent sur la santé, les primes et le temps de travail sont déjà prévues à la baisse. Une perte sèche évaluée par les syndicats à au moins 60 € par mois. Comme si à Madrange, les ouvriers avaient des salaires de PDG!

La Cooperl, qui se targue d'être une coopérative, agit comme n'importe quelle entreprise capitaliste. Dans un premier temps, elle réalise, avec l'aide de l'Etat, une excellente affaire par le rachat du pôle salaison de Turenne Lafayette (1700 salariés et 4 groupes bien cotés sur le marché) pour seulement 33 millions d'euros pour ensuite plumer le nouveau personnel et rentabiliser rapidement toute l'opération de rachat!

La Poste privatisée : plus de bénef, moins de personnel

A Larche en Corrèze, le 2 octobre, les facteurs se sont mis en grève pour obtenir l'embauche définitive de leur collègue, depuis un an en contrat aidé, et que la direction voulait virer!

Dans toutes les régions, la baisse des effectifs cela veut dire des bureaux fermés ou en souseffectifs (avec les tournées allongées, les facteurs rappelés sur leur jour de congé, du courrier pas distribué).

Pour les dirigeants de la Poste, aujourd'hui entreprise privée, il s'agit de faire des bénéfices et pour cela tous les moyens sont bons. Le prochain, l'augmentation de 5 % du prix des timbres : cela fera 35 % d'augmentation en trois ans !

La privatisation, ça ne sert ni les usagers, ni les salariés de La Poste!

Santé : derrière les discours...

La visite du premier ministre et de la ministre de la Santé à Chalus (87) pour nous faire de la pub sur leur plan de « lutte contre les déserts médicaux » ne peut pas cacher la réalité de tous les problèmes que rencontrent aussi les établissements existants, par manque de moyens : le 10 octobre des personnels du Centre Hospitalier de Tulle demandaient la titularisation de tous les contractuels (120 CDD et 20 emplois aidés). Le 12, des personnels des l'EHPAD d'Eymoutiers et de Chateauneuf-la-forêt dénonçaient « les conditions de travail déjà difficiles qui s'aggravent au fur et à mesure des fins de contrats-aidés non renouvelés ».

Personnels en colère, manque d'effectifs : la crise, c'est eux... la solution, c'est nous... tous ! Titularisation de tous les contractuels !

Un scandale de plus, cette fois c'est Kobe Steel

Le sidérurgiste japonais Kobe Steel, qui fournit de nombreuses entreprises en acier, cuivre, aluminium... a reconnu avoir trompé ses clients depuis au moins dix ans. Ainsi ont été vendus des métaux aux propriétés enjolivées sur le papier à des fabricants de microprocesseurs, voitures, trains, avions, etc.

Un scandale qui rappelle celui de la forge du Creusot, propriété d'Areva, mais aussi le Diesel Gate, où les paramètres des contrôles avaient été trafiqués par les constructeurs.

Ces scandales ne sont qu'une conséquence normale du système capitaliste, de sa recherche du profit maximum protégée par son fameux « secret commercial ».